

Introduction

Un nouveau militantisme est né ces dernières décennies. Il ne cherche pas à conquérir l'État par la voie légale ou révolutionnaire, convaincu de son caractère secondaire au regard des dominances économiques. Il ne se place plus dans une perspective de lutte des classes et prétend mobiliser les citoyens contre les « maîtres du monde » plutôt que contre les détenteurs des forces de production. Il ne combat plus sur le terrain national ou étatique ou, du moins, replace chaque bataille locale dans le cadre d'une lutte globale.

Ces nouveaux contestataires ne se réfèrent plus à un schéma linéaire comme le sens de l'histoire. Leurs thèses oscillent du radicalisme le plus total à un réformisme qui corrigerait les excès du capitalisme financier. Partisans d'une social-démocratie protectrice et moralisatrice à l'échelle mondiale, adeptes de la régulation, centrés sur le contrôle de la globalisation financière, militants d'une véritable « déglobalisation », alternatifs en quête d'espaces « libérés » ou anti-impérialistes « à l'ancienne » reconvertis¹, l'éventail est large.

Or, loin de se sentir poussé par le mouvement de l'histoire, la nouvelle contestation sociale se trouve confrontée au système TINA (*There Is No Alternative*), slogan attribué à Margaret Thatcher², et qui signifie que rien ne peut prendre la place du

-
1. Nous empruntons librement ces cinq catégories à Fougier E., *Altermondialisme, un nouveau mouvement d'émancipation*, Éditions Lignes de repère, 2004.
 2. Voir Wikipédia <http://en.wikipedia.org/wiki/TINA> et Halimi S., « Quand la droite américaine pensait l'impensable », *Monde diplomatique*, janvier 2002.

marché imposé par la globalisation et des institutions politiques libérales. Le capitalisme aurait tout simplement gagné ; il serait réel parce que rationnel et rationnel parce que réel.

Paradoxe : ce sont désormais les libéraux qui prétendent que les lois de l'histoire tranchent en leur faveur et que l'économique, déterminant en dernière instance, garantit leur triomphe. Face à cela, « un autre monde est possible » sonne furieusement idéaliste. Et dire qu'il fut un temps où l'on proclamait l'identité de la Raison et de la Révolution¹ !

Mais le Système n'a pas que l'argument TINA à opposer aux contestataires : il leur objecte aussi qu'il ne fait que refléter les demandes de la population. Ce n'est pas lui qui « veut », c'est le *Zeitgeist*² ou ce sont les sondages ; il n'est au service d'aucune idéologie (le capitalisme ne serait pas un système mais un mode de fonctionnement neutre). D'ailleurs, il ne cherche qu'à établir le compromis le plus acceptable. Il vise moins le règne du Bien que celui du moindre mal dont l'objectif est de créer de la valeur³. Ainsi la redoutable impuissance proclamée de l'ordre établi (soumission aux lois du réel, conformité au « sociétal » et aux exigences de la modernité) le protège bien plus que des hordes de cosaques ou des armées de scribes face aux entreprises révolutionnaires. Ce qui s'appuie sur l'impalpable ne saurait être renversé. Et le fait qu'il se proclame « fragile », menacé par le terrorisme islamiste ou par le communautarisme, par exemple, n'est pas son moindre argument pour s'imposer.

-
1. Telle était par exemple à la thèse de Marcuse H., *Raison et révolution*, Éditions de Minuit, 1968.
 2. Littéralement « l'esprit du temps », c'est-à-dire en fait la représentation intellectuelle que l'on se fait de la société à une période donnée.
 3. Voir Michéa J.-C., *L'Empire du moindre mal : essai sur la civilisation libérale*, Climats, 2007. Ces thèses de « la force des choses » et du « moindre mal » avaient déjà été pressenties dans Huyghe F.-B. et Barbès P., *La Soft-idéologie*, Éditions Robert Laffont, 1987.

D'où une certaine hétérogénéité de l'action adverse. Tantôt pour conserver un acquis de l'État providence tel un service public, tantôt pour l'application planétaire de la taxe Tobin. Tantôt réformiste, tantôt utopiste. Tantôt par l'expérimentation sociale, tantôt par la pure contestation. Tantôt dans l'urgence, tantôt dans une perspective écologique de plusieurs décennies. Tantôt en provoquant la loi (en fauchant des champs d'OGM), tantôt aussi en faisant passer ses principes dans les textes juridiques voire dans la pratique des entreprises. Tantôt en élevant en une sorte de protestation métaphysique contre la catastrophe anti-humaniste (la marchandisation générale), tantôt en intervenant dans les conflits sociaux quotidiens.

Le but de ce livre n'est pas d'apporter des arguments à un camp ou à l'autre, moins encore de trancher des décrets de l'Histoire. Il est de poser la question stratégique du comment : comment, en utilisant quels vecteurs, quelles stratégies et avec quel succès, une idéologie (que nous nommerons pour le moment et par commodité « contestatrice ») devient-elle une force opérante et a une influence sur l'avenir collectif ? Mais surtout, « que » combat-elle ?

Au-delà, l'objet de cet ouvrage est d'analyser la nature paradoxale d'un pouvoir dont on ne sait plus vraiment où il se situe, ni comment il peut se prendre, un pouvoir qui ne descend plus de haut en bas par la hiérarchie et l'autorité. Un pouvoir dispersé, en réseaux, résultant d'un équilibre entre jeux d'influence. Un pouvoir, enfin, dont la nature ne se révèle jamais mieux qu'à travers son contraire absolu : les nouvelles formes de la contestation. Paradoxe dans le paradoxe : ces forces contestatrices participent à leur tour du pouvoir (ou du non-pouvoir) comme élément de critiques, d'inspiration, d'influence en somme.

D'ailleurs comment renverser un pouvoir que l'on cherche désespérément et dont on peine à identifier les détenteurs (le « Système »,

l'ultralibéralisme, les « maîtres du monde » que seraient quelques énormes entreprises)¹ ? Comment combattre ce qui valorise la marginalité, la différence, le changement incessant ? Ce qui n'a pas de forme et n'exhibe aucune force ? Où réside la puissance dans une société en réseaux ? Qui domine quoi ?

Désormais, le véritable pouvoir, non pas celui qui gère et exécute, mais celui qui détermine les orientations futures de la Cité, n'est plus aux mains de Chefs, ou de représentants à qui le peuple l'aurait confié. Il est plus subtilement partagé par une multitude d'entités en réseau. Celles-ci agissent par l'information en diffusant leur vision du monde et progressivement façonnent ainsi les aspirations collectives.

Cette démocratie d'influence est fondée sur la consultation permanente, elle repose plus sur une sorte de pouvoir mou, le *soft power*² cher aux Américains, et qui prétend conquérir les esprits par la diffusion de modèles et de valeurs. Les acteurs interagissent, modèlent l'opinion, et en fin de parcours émergent des

-
1. Voir Concialdi P. *et al.*, *Où est le pouvoir aujourd'hui ?*, Éditions Cécile Defaut, 2007.
 2. Nye J., *Bound to Lead*, Basics Books, 1991 et *Soft Power*, Public affairs, New ed, 2005. Pour l'auteur, le *soft power* décrit la capacité d'une nation à persuader et à séduire (la 4^e de couverture de *Soft Power* précise que le concept se définit pour un pays comme : « *ability to attract and persuade* ») et ainsi à provoquer des comportements favorables. Le concept s'oppose au *hard power* dont l'objet est de contraindre par la force au travers de la puissance militaire et-ou économique. Le *soft power* d'une nation passerait au travers trois ressources : la culture, les valeurs politiques et la politique étrangère (pour se légitimer comme autorité morale). Notre texte a été écrit avant l'élection de B. Obama. Mais de nombreux indices laissent penser qu'elle se placera sous le signe du *soft power* et que nos analyses de ses limites ne perdront rien de leur actualité.

règles contraignantes *de facto*, qu'elles émanent de la puissance publique (lois, règlements...), ou d'entités privées (chartes d'entreprises, usages, etc.).

Les bons esprits objecteront que nous soulevons un problème inexistant : il est bien connu, surtout chez les lecteurs de Foucault¹ qu'il n'y a pas une entité mystérieuse du nom de Pouvoir, à laquelle certains accéderaient et d'autres pas, mais une multitude de relations de pouvoirs, partout présentes, mêlées d'idéologie et de savoir. Leur résultante se nomme rapport de pouvoir. Et l'idée que le pouvoir ne s'exerce plus de haut en bas, par discipline et commandement, mais par contrôle et gestion, s'est largement diffusée. Nous y souscrivons volontiers, mais cela laisse subsister le problème du comment : comment la rencontre entre des réseaux humains et des réseaux technologiques, de procédures et de croyances produit-il ce « poids » qui pèse sur les comportements et qu'il est convenu d'appeler pouvoir ?

Nous appelons *pouvoir interconnecté* la résultante de cette multitude d'acteurs qui participe au débat public. Leur émergence est largement due à l'évolution des modes de médiations, dont, bien sûr, Internet. Le pouvoir interconnecté est la forme qui correspond à des démocraties d'influence. Ce pouvoir interconnecté serait en quelque sorte une version moderne du gouvernement invisible que décrit Edward Bernays dans son ouvrage *Propaganda*² : Ce gouvernement qui n'apparaît pas, mais qui façonne « les opinions et les habitudes organisées [...] [ceux qui] modèlent nos esprits, forgent nos goûts, nous soufflent nos idées³ ». Désormais, ce

-
1. Michel Foucault, *Dits et écrits*, vol. 2 : 1976-1988, Gallimard, coll. « Quarto », 2001.
 2. Bernays E., *Propaganda*, Zones, réédition octobre 2007.
 3. *Ibid.*, p. 31.

gouvernement invisible est beaucoup plus complexe que celui que décrit Bernays, protéiforme et fonctionne selon des logiques réticulaires.

Il est beaucoup question au moment où nous écrivons d'une « démocratie d'opinion¹ », façon de désigner un phénomène multidimensionnel :

- ◆ Le poids des sondages et des manifestations spectaculaires sur le comportement des élus et des gouvernants. Ce poids est tel qu'un mouvement suffisamment médiatisé peut peser davantage que la loi votée, la bloquer, voire la faire retirer.
- ◆ La montée corollaire de toutes les techniques destinées à produire (c'est-à-dire : à faire opiner) l'opinion, marketing, communication, relations publiques ou autres « manufactures du consensus² ».
- ◆ Le corollaire du corollaire, le triomphe du relationnel. C'est la transformation des représentants du peuple en producteurs de séduction et d'émotion (y compris par l'exhibition de leur vie privée dans la *peopolitique*), « réactifs » et « en prise » sur les besoins des vraies gens, surfant sur la vague émotionnelle du moment.
- ◆ La transformation la démocratie indirecte basée sur la volonté du peuple souverain puis médiatisée par des instances représentatives en un simulacre de démocratie directe où les individus ont l'illusion d'intervenir immédiatement sur la réalité politique. Ce refus de la représentation implique l'obsession de la transparence politique (le public doit tout savoir sur tout, le secret doit disparaître), la transformation de la volonté

1. Par exemple : Julliard J., *La reine du monde*, Flammarion, 2008.

2. Pratkanis A. R., *Age of Propaganda The Everyday Use and Abuse of Persuasion*, Elliot Aronson, 1992.

Chomsky N., *La Fabrique de l'opinion publique : la politique économique des médias américains*, Le Serpent à plumes, 2003.

politique en affects collectifs (urgence, émotion, indignation, compassion, engouements pour des causes ou revendications « sociétales »...) et le consumérisme politique (l'individu roi manifeste constamment son plaisir/déplaisir face au produit politique qui lui est proposé). D'où, au total, dépolitisation de fait, ou plutôt réduction de la politique à des « réponses » à des « demandes » de la société. Dans *L'obscénité démocratique*¹, Régis Debray écrit que « La politique devient le tout-à-l'ego d'un pays en proie aux tyrannies de l'audimat, de l'émotif et de l'intime ».

- ◆ L'hyperindividualisme qui fait que l'expression de l'opinion publique ou le « débat » si souvent revendiqué signifie en réalité : les manifestations de l'opinion privée d'une multitude d'individus également importants, également compétents et dans tous les cas « concernés », traduite par des instruments de mesure sociologique douteux et une caricature médiatique.

En introduisant la notion de démocratie d'influence, nous ne cherchons pas à créer notre propre petit logo ou concept-jingle², ni à désigner une sous-variante de la démocratie d'opinion. Nous restons plus modestement à un autre niveau de l'analyse : celui où des stratégies indirectes menées par l'intermédiaire de signes et symboles (l'influence) changent des rapports de force effectifs.

Cette approche peut soulever des questions sur la légitimité des acteurs, les minorités agissantes, la manipulation de l'information, etc. Laissons le soin à d'autres d'entrer sur ce débat pour nous consacrer à l'analyse de ce pouvoir interconnecté et de cette démocratie d'influence, surtout au travers de l'émergence du militantisme situationnel.

1. Debray R., *L'obscénité démocratique*, Flammarion, 2007.

2. Nombre des notions employées ici sont définies dans un glossaire critique en cent mots : Huyghe F.-B., *Comprendre le pouvoir stratégique des médias*, Eyrolles, 2005.

Pour cela, nous procédons en trois parties :

- ◆ D'abord, nous nous intéresserons à la question de l'autorité et de son affaiblissement au profit du pouvoir en réseau.
- ◆ Ensuite, nous nous sommes appuyés sur les théories du contre (et de l'anti) pouvoir pour décrire cette entrée en force de la société civile dans l'exercice du pouvoir d'influence.
- ◆ Enfin, nous nous sommes centrés sur les modes d'action de la société civile pour comprendre en pratique comment par les mobilisations transnationales les militants de la société civile exercent leur pouvoir d'influence.

Le pouvoir sans autorité

La conception classique du pouvoir suppose la verticalité : le chef ordonne et les subordonnés exécutent. Cette verticalité de l'autorité est aujourd'hui remise en cause :

- ◆ d'abord par l'affaiblissement du statut de chef en tant que tel¹ ;
- ◆ ensuite par les technologies qui mettent en péril le principe de hiérarchie en permettant un accès égal à l'information et aux différentes strates hiérarchiques ;
- ◆ et enfin en favorisant d'autres modes de fonctionnement des communautés.

Ce rejet de l'autorité se traduit visiblement par le refus de se soumettre. Le chef ne commande plus, et sollicite l'adhésion. Il lui faut séduire, convaincre et inversement tenir compte de l'avis de la base. La décision devient un compromis intégrant les demandes des uns et des autres. Vaincue par la transparence, la transcendance de l'autorité ne justifie plus que l'on s'y soumette spontanément et naturellement. Corollairement, la probabilité d'obtenir le comportement désiré des subordonnés sans dépense (dépense de force, de salive, de « com », de récompenses...) chute spectaculairement.

En matière politique, la décision publique devient le fruit d'un processus de structuration de l'opinion et d'intervention de multiples acteurs disséminés. Dans cette partie, nous nous intéresserons à cette remise en cause de l'autorité et à son remplacement par l'influence.

1. Pour une analyse médiologique de ce phénomène on se reportera au numéro spécial *Medium, Qu'est-ce qu'un chef?*, n° 12, 2007.

« Il est interdit d'interdire »

Un des slogans les plus répétés de Mai 68 proclamait « il est interdit d'interdire ». La révolte étudiante était avant tout une remise en cause de la société d'autorité. Ce qui apparaissait comme révolutionnaire il y a près de 40 ans est maintenant devenu une évidence, qui fait d'ailleurs partie de la « patrimonialisation » de Mai 68, devenu passé intouchable auquel nous sommes redevables : on n'obéit plus, on participe, on ne commande plus, on gère. Même les militaires ont créé des cours de management. L'autorité rappelle un temps ancien dont nous nous sentons affranchis. En ces périodes de démocratie participative, d'entreprise citoyenne, d'école ouverte sur le monde, les chefs ont mauvaise presse... Notre époque leur préfère leaders, *coaches*, managers, animateurs. Désormais, « chef » est devenu un concept gastronomique et l'autorité n'est acceptable que s'il est précisé qu'elle est « morale ».

La fin des chefs

Pendant des siècles, être dépositaire de l'autorité impliquait l'obéissance de ses subordonnés ou de ses dépendants. Elle apparaissait comme une faculté propre aux individus (ou aux institutions qu'ils représentaient) et se concrétisait sans sanction ni promesse, sans violence, mais aussi sans travail de persuasion¹ (l'autorité ne se négocie pas puisque, par définition, elle s'impose). Bref, elle se définissait surtout négativement par ce dont elle

1. *Persuasion et influence sociale*, Diogène n° 217, janvier 2007.

faisait l'économie : moyens de contrainte, contreparties, négociations, rappels, surveillance, résistances, contestations... Pour agir, elle commençait par se faire oublier¹.

Certes, l'autorité revient dans le discours politique contemporain, sur le mode nostalgique : comme quelque chose de naturel qui aurait été oublié ou qui serait menacé par l'individualisme postmoderne². De la même façon que le travail ou la récompense du mérite, la valeur-autorité aurait été victime de l'égarément utopiste. Au moment où nous écrivons ces lignes, commencent les « célébrations » du quarantième anniversaire de Mai 68. La tonalité générale des commentaires semble être : Mai a échoué politiquement et réussi culturellement. Les commentateurs se félicitent globalement que Mai n'ait pas changé le système politique, n'ait pas vraiment remis en cause le capitalisme, l'ayant plutôt contraint à se relooker, mais qu'il nous ait débarrassés de « rigidités » ou d'archaïsmes de la société du « Oui papa, Oui patron Oui chéri ». Mai interprété en termes de triomphe de la modernité, du consumérisme politique et de l'individualisme petit-bourgeois : il y aurait beaucoup à dire sur cette thèse ! Dans la perspective qui nous intéresse ici, cela signifie que le débat s'est déplacé d'une manière ironique pour opposer les conservateurs des acquis de 68 (*grosso modo* : une libération individuelle conciliable avec le CAC 40 et le développement durable) et ses adversaires qui reprochent à la génération du « jouir sans entraves » de leur laisser en héritage le laxisme, la permissivité, l'habitude de l'impunité ou la culture de l'excuse³.

-
1. Et par se fondre avec les figures archétypiques du Père, du Maître, du Juge et du Chef, Kojeve A., *La notion d'autorité*, Gallimard, 2004.
 2. Renaut A., *La fin de l'autorité*, Flammarion, 2004.
 3. Audier S., *La pensée anti-68*, La Découverte, 2008.